
PRAZ (Anne-Françoise). – *De l'enfant utile à l'enfant précieux. Filles et garçons dans les cantons de Vaud et de Fribourg (1860-1930)*

Lausanne : Antipodes, 2005. – 652 p. (Histoire).

Pierre Caspard

**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/1431>

DOI : [10.4000/histoire-education.1431](https://doi.org/10.4000/histoire-education.1431)

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007

Pagination : 251-255

ISBN : 978-2-7342-1101-3

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Pierre Caspard, « PRAZ (Anne-Françoise). – *De l'enfant utile à l'enfant précieux. Filles et garçons dans les cantons de Vaud et de Fribourg (1860-1930)* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 115-116 | 2007, mis en ligne le 03 avril 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1431> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.1431>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

PRAZ (Anne-Françoise). – *De l'enfant utile à l'enfant précieux. Filles et garçons dans les cantons de Vaud et de Fribourg (1860-1930)*

Lausanne : Antipodes, 2005. – 652 p. (Histoire).

Pierre Caspard

RÉFÉRENCE

PRAZ (Anne-Françoise). – *De l'enfant utile à l'enfant précieux. Filles et garçons dans les cantons de Vaud et de Fribourg (1860-1930)*. – Lausanne : Antipodes, 2005. – 652 p. (Histoire).

- 1 L'objectif d'Anne-Françoise Praz est de comprendre le mouvement de baisse de la fécondité qu'ont connu les cantons de Vaud et de Fribourg entre les années 1860 et 1930, en vérifiant la pertinence de l'explication qui est traditionnellement donnée, au moins depuis Philippe Ariès et Gary Becker : le glissement des préoccupations parentales de la « quantité » vers la « qualité » des enfants, autrement dit de l'enfant « utile » (à l'économie familiale) vers l'enfant « précieux » (en raison du coût de l'instruction désormais nécessaire à son « ascension sociale »). Comme l'indique le sous-titre de l'ouvrage, une attention particulière est accordée à la problématique du genre, l'auteur cherchant à mettre en évidence la façon dont « la redéfinition des rôles sociaux et des rapports de pouvoir sur la base du sexe a participé de cette évolution silencieuse ».
- 2 Pour répondre à ces questions, A.-F. Praz a croisé les approches et les échelles d'analyse. Le cœur de la démonstration est démographique ; il repose sur la reconstitution de familles pratiquée selon la méthode de Louis Henry, aménagée sur divers points dont l'auteur se justifie. La population étudiée est celle de quatre villages

sélectionnés (et non échantillonnés, comme l'indique improprement le titre de la deuxième partie) pour répondre à une double dichotomie : catholique/réformé, agricole/industriel ; il s'agit des villages de Port-Alban et Chevroux (dans le canton de Fribourg, à dominante catholique), Chavornay et Broc (dans le canton de Vaud, à dominante protestante). Au prix d'un travail lourd et ingrat, qu'apprécieront tout particulièrement ceux qui s'adonnent ou se sont un jour adonnés à la démographie historique, l'auteur a pu reconstituer des familles totalisant un peu plus de 7 000 enfants ; la profession du père est connue pour 6 336 d'entre eux, celle de la mère pour 3 136.

- 3 Les conclusions des analyses proprement démographiques sont données pp. 489-550. Elles concernent le rythme et l'intensité de la baisse de fécondité dans chacun des quatre villages, l'évolution constatée faisant l'objet d'une analyse multivariée, qui prend notamment en compte l'âge et le lieu de naissance de la mère, la religion, la profession du chef de ménage. L'auteur conclut notamment que les familles catholiques ont une fécondité plus élevée en début de période, mais que l'écart s'est estompé en 1915-1930 ; la fécondité ouvrière est, de son côté, toujours plus faible que celle des paysans.
- 4 Auparavant, d'autres chapitres ont successivement proposé une synthèse des débats qu'ont alimentés économistes, démographes et historiens sur les causes de l'évolution de la fécondité (pp. 13-33) ; une caractérisation générale des quatre communes retenues pour l'étude (pp. 41-134) ; une analyse des « conflits entre économie familiale et enjeux de l'école » (pp. 135-317) fondée sur l'opposition, jugée strictement antagonique, tout au long de l'ouvrage, entre « la morale familiale traditionnelle, qui oblige l'enfant, dès son plus jeune âge, à participer par son travail à la survie économique de la famille » et « la morale des élites, qui dispute à la majorité des familles le temps et les capacités des enfants, afin de les investir dans l'instruction ». Cette opposition est analysée au travers d'une évocation de la place du travail enfantin dans l'économie domestique et villageoise, des représentations de l'école et de l'instruction dans deux journaux pédagogiques et cinq livres de lecture vaudois et fribourgeois, et des suites données par les autorités aux demandes de dispenses scolaires formulées par les parents de l'un et l'autre cantons. Enfin, et précédant la partie proprement démographique, plusieurs chapitres sont consacrés à l'« outillage mental » des élites (pp. 321-488), qui leur a permis de prendre la mesure des grands paramètres démographiques – natalité, fécondité, mortalité infantine – et de concevoir une action susceptible de les infléchir.
- 5 Au terme de sa longue enquête, qui fourmille d'informations et d'analyses sur des sujets touchant de façon très diverse à l'histoire de l'enfance et de la famille, l'auteur peut conclure à la justesse de son hypothèse de départ : « La motivation principale de l'adoption du contrôle des naissances à l'époque étudiée réside dans un investissement accru dans l'éducation et la formation des enfants, dont il devient alors impératif de réduire le nombre » (p. 576). Les effets sont un peu plus marqués dans les villages protestants que dans les catholiques, pour deux raisons : contrôle religieux plus fort chez les seconds, investissement éducatif plus grand chez les premiers. Enfin, une part non négligeable de la différence observée tient à la discrimination dont les filles font l'objet chez les catholiques : ces derniers les maintiennent plus volontiers dans la sphère domestique qu'ils ne les engagent dans des études post-élémentaires relativement coûteuses. C'est là ce que l'auteur appelle un « effet de genre », la

discrimination des filles étant « utilisée comme moyen de gestion, de résolution des conflits et des tensions [entre la morale familiale et celle des élites] dans ce tournant historique décisif où l'on assiste à une redéfinition des fonctions de l'enfant par rapport à un enjeu devenu crucial au tournant du XXe siècle : l'accès au savoir ».

- 6 Concluant son étude, A.-F. Praz lui trouve « quelques limites et insuffisances ». Les unes touchent aux méthodes de la démographie historique : l'auteur n'a pas tenu compte de la structure des ménages, du revenu des familles, des mouvements migratoires ; elle est consciente aussi des limites de la typologie des quatre villages qu'elle a retenus ; elle regrette enfin de n'avoir pas pris en compte les écrits privés, exprimant les représentations et valeurs des familles elles-mêmes. C'est ce dernier point surtout qui inspirera des regrets à l'historien de l'éducation. Car la prise en compte de textes émanant d'autres sources que les autorités politiques, religieuses ou scolaires aurait plus que certainement conduit l'auteur à nuancer la dichotomie qu'elle établit entre « morale familiale traditionnelle » et « morale des élites »¹.
- 7 Sans vouloir ajouter au panier, on évoquera aussi trois dimensions de la démonstration qui semblent problématiques. La première touche au point de départ même du questionnement de l'auteur. Si le facteur religieux est à ce point déterminant pour expliquer « l'avance des villages protestants dans l'adoption du contrôle des naissances » (p. 382), qu'en est-il de la large antériorité européenne du très catholique royaume de France dans ce même domaine ?² La seconde tient à la périodisation, elle aussi centrale dans la démonstration de l'auteur. A.-F. Praz est attentive aux évolutions socio-économiques survenues pendant la période prise en compte (1860-1930), mais se désintéresse absolument de celle qui la précède. Or, il n'est pas vrai, par exemple, que « la première révolution industrielle n'a pas touché les cantons de Vaud et de Fribourg » (p. 62), puisque deux des quatre villages qu'elle étudie (Port-Alban et Chevroux) ne sont distants que de quelques kilomètres de l'une des plus fortes concentrations industrielles de la fin du XVIIIe siècle, les fabriques d'indiennes du canton voisin de Neuchâtel, qui y ont essaimé et recruté ouvrières et ouvriers jusqu'aux premières décennies du XIXe. Certaines conséquences démographiques de cet emploi industriel ont pu être précisément mesurées, et la question aurait donc pu au moins être soulevée de la mémoire du long terme dans les comportements démographiques, une fois cette première grande vague d'industrialisation passée.
- 8 Ce qui contrariera cependant le plus l'historien de l'éducation, c'est la vision très schématique de l'histoire de l'enseignement dont l'auteur se satisfait. Elle considère, par exemple, que les lois d'obligation et de gratuité votées au milieu du siècle dans les deux cantons constituent une sorte de commencement absolu en matière d'instruction publique, alors qu'une littérature abondante a bien montré le contraire, à commencer par l'ancienne mais excellente thèse de Georges Panchaud³, non citée dans la bibliographie. Incidemment, le fait que l'instruction élémentaire, déjà généralisée au milieu du XIXe siècle⁴, soit devenue ensuite totalement gratuite, soulève un paradoxe qu'aurait pu relever l'auteur : c'est que dans sa logique même, cette gratuité aurait dû rendre les enfants non pas « plus » mais moins « précieux »... La question des coûts d'opportunité est, pour sa part, évoquée à partir d'un tour d'horizon bien documenté des différents travaux auxquels pouvaient se livrer garçons et filles, mais l'incompatibilité entre travail scolaire et travail domestique y est grandement surestimée, tout comme l'âpreté de « la lutte entre les familles et les autorités pour le contrôle du temps et du capital humain des enfants », que n'étaient que quelques cas

assez marginaux, et qu'improve au contraire le très faible taux d'absentéisme injustifié donné par l'auteur pour le canton de Vaud en 1912 : une journée d'absence annuelle, en moyenne ! (p. 293).

- 9 Il est vrai, en revanche, que la « formation post-primaire », suivie par 18 % des enfants observés, constitue une charge pour les familles, encore qu'on hésite à analyser de la même façon l'apprentissage et la scolarité dans un collège classique, comme le fait l'auteur dans son chapitre final, consacré à « l'investissement dans la formation des enfants » (pp. 551-574). C'est pourtant celui où s'effectue de la façon la plus originale et la plus intéressante, à notre sens, la jonction entre démographie historique et histoire de l'enseignement, car A.-F. Praz a réussi à corrélér finement la poursuite d'une formation post-élémentaire avec une pluralité de facteurs, parmi lesquels la religion, la profession, le rang dans la fratrie et le sexe.
- 10 De ce dernier point de vue, les chiffres calculés par A.-F. Praz sont clairs : les filles ont 3,16 fois moins de chances que les garçons de poursuivre une formation après l'âge de 15 ans, les probabilités étant encore de 21 % inférieures pour les filles catholiques. Avant cet âge, cependant, l'inégalité de traitement qu'aperçoit l'auteur entre garçons et filles apparaît bien moins évidente. Les familles demandent, et les autorités accordent, l'émancipation scolaire précoce des filles un peu plus souvent que celle des garçons, mais cette « discrimination des filles » a pour fondement une spécificité qu'énonce fort bien un député vaudois en 1889 : si elles peuvent quitter l'école obligatoire un peu plus tôt, c'est qu'« elles sont plus développées au point de vue physique et intellectuel » (p. 306). Ce propos doit être pris au sérieux, puisqu'il est tout simplement confirmé par les pratiques sociales – familiales, scolaires, religieuses – concernant l'âge respectif de succès à l'examen d'admission à la Cène des filles et des garçons depuis au moins la Réforme et la Contre-Réforme : cet âge est toujours sensiblement plus bas, d'au moins une demi-année en moyenne, pour les filles que pour les garçons.
- 11 La politique de scolarisation relativement différenciée des filles nous semble donc, sur ce point, s'inscrire moins dans un « tournant » que dans la continuité de pratiques multiséculaires. L'histoire de l'enseignement, comme celle de l'enfant et de la famille, ne peut décidément se comprendre que dans la longue durée, ce qui n'enlève bien sûr rien à l'apport et à l'originalité de la thèse d'A.-F. Praz, pour la période dont elle traite.

NOTES

1. Comme en témoignent plusieurs des correspondances évoquées dans Jean-Pierre Jelmini, Philippe Henry (dir.), *La correspondance familiale en Suisse romande aux XVIIIe et XIXe siècles*, Neuchâtel, Alphil, 2006.

2. Référence doit être faite ici à l'ouvrage pionnier d'Hélène Bergues, Philippe Ariès *et al.*, *La prévention des naissances dans la famille. Ses origines dans le monde moderne*, Paris, PUF, 1960.

3. Georges Panchaud, *Les écoles vaudoises à la fin du régime bernois*, Lausanne, 1952.

4. Sur 33 850 enfants vaudois des deux sexes âgés de 7 à 16 ans, 29 600 (soit 87,4 %) ont fréquenté une école entre le 1^{er} novembre 1844 et le 1^{er} avril 1845 : cf. Charles Archinard, *Histoire de l'instruction publique dans le canton de Vaud*, Lausanne, 1870.

AUTEURS

PIERRE CASPARD